



Rapport financier trimestriel  
pour le trimestre terminé le 30 juin 2017

## Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

### Introduction

Le rapport financier trimestriel de l'Office national de l'énergie...

- devrait être lu parallèlement avec le budget principal des dépenses;
- a été établi par la direction conformément à l'[article 65.1 de la Loi sur la gestion des finances publiques](#) et selon les modalités prescrites par le Conseil du Trésor;
- n'a pas fait l'objet d'un audit ou examen externe.

La [partie II du Budget principal des dépenses](#) renferme une description sommaire des responsabilités essentielles de l'Office.

Les priorités stratégiques de l'Office sont les suivantes : faire preuve d'excellence en matière de réglementation, être actif dans le domaine de la sécurité et se rapprocher des Canadiens.

Le financement de l'Office provient d'autorisations parlementaires annuelles. L'Office recouvre ultérieurement la majorité de ses dépenses auprès des sociétés qu'il réglemente et les montants recouverts sont déposés dans le Trésor du gouvernement du Canada.

### Méthode de présentation du rapport

Le rapport financier trimestriel a été produit par la direction à l'aide d'une méthode de comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint au rapport inclut les autorisations de dépenser accordées par le Parlement et utilisées par l'Office, de manière cohérente avec le budget principal des dépenses et le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice 2017-2018. Le présent rapport trimestriel a été établi à l'aide d'un référentiel à usage particulier conçu pour répondre aux besoins d'information financière ayant trait à l'utilisation des autorisations de dépenser.

Le gouvernement ne peut pas dépenser sans l'autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées sous forme de limites annuelles, au moyen de lois de crédits, ou sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées, au moyen de lois.

L'Office utilise la méthode de la comptabilité financière intégrale pour préparer et présenter ses états financiers annuels, qui font partie du processus de rapport sur le rendement. Néanmoins, les autorisations de dépenser votées par le Parlement demeurent axées sur les dépenses.



## Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs à ce jour

### Analyse des dépenses prévues

Comme il est indiqué dans l'[état des autorisations](#), les dépenses prévues de l'organisation s'élèvent à 85,67 millions de dollars pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018, comparativement à 89,43 millions de dollars au 31 mars 2017. La diminution de 3,76 millions de dollars correspond essentiellement à ce qui suit : baisse de 5,09 millions de dollars reliée à la temporisation du financement pour le programme de sûreté des pipelines dans le budget de 2012; baisse de 3,60 millions de dollars reliée à la temporisation du financement des examens réglementaires de mégaprojets d'infrastructure énergétique dans le budget de 2014; baisse de 4,01 millions de dollars reliée à l'infrastructure de transport d'énergie dans le budget de 2015; baisse de 0,71 million de dollars reliée au taux de réduction du Régime d'avantages sociaux des employés; augmentation de 3,84 millions de dollars pour la stratégie provisoire visant les pipelines dans le budget de 2016; augmentation de 5,81 millions de dollars reliée au renouvellement, dans le budget de 2017, du financement temporisé pour le programme de sûreté des pipelines dans le budget de 2012 et pour la partie du financement des examens réglementaires de mégaprojets visant la sensibilisation du public dans le budget de 2014.

### Analyse des dépenses réelles

Comme en témoignent les [dépenses budgétaires par article courant](#), les dépenses réelles de l'organisation au cours du premier trimestre du présent exercice s'élèvent à 5,36 millions de dollars, comparativement à 18,78 millions de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de 13,42 millions de dollars dans les dépenses réelles est attribuable principalement à une baisse de 12,46 millions de dollars pour le personnel comparativement à la même période du dernier exercice financier. Il s'agit des salaires de la première à la troisième période qui n'ont pas été saisis dans le système par suite de la mise en œuvre du cadre ministériel des résultats dans le système financier. L'accès n'était pas disponible jusqu'à la dernière semaine de juin 2017.

### Risques et incertitudes

Les dépenses de l'Office varient en fonction d'événements prévus et imprévus, à l'interne comme à l'externe, qui sont à l'origine d'incertitudes et de pressions sur les ressources. Les responsabilités de l'Office ne sont pas uniquement façonnées par les tendances émergentes en matière énergétique, mais aussi par l'analyse proactive des tendances dans les domaines de la sécurité, de l'environnement et de l'économie ainsi que dans la société en général. Ces tendances peuvent influencer sur la capacité de l'Office de s'acquitter de ses obligations dans l'intérêt public canadien.



Rapport financier trimestriel  
pour le trimestre terminé le 30 juin 2017

## Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

L'Office a tât fait d'adopter le cadre ministériel des résultats, conformément à la Politique sur les résultats du Conseil du Trésor en 2017-2018, qui change le mode d'évaluation de notre rendement. L'Office a élaboré des programmes, des activités et des initiatives plus clairement définis afin d'établir une base pour la mesure du rendement.

### Approbation des cadres supérieurs

Approuvé par :

Le président et premier dirigeant,

*La version originale a été signée par*

La dirigeante principale des finances,

*La version originale a été signée par le dirigeant principal  
des finances par intérim, Sandy Leveque, pour*

---

C. Peter Watson, P. Eng. FCAE

*(Calgary, Canada)  
(29 août 2017)*

---

Paula Futoransky



Rapport financier trimestriel  
pour le trimestre terminé le 30 juin 2017

**ÉTAT DES AUTORISATIONS (non audité)**

(en milliers de dollars)

	<b>Exercice 2017-2018</b>			<b>Exercice 2016-2017</b>		
	Dépenses prévues pour l'exercice terminé le 31 mars 2018*	Crédits utilisés au trimestre terminé le 30 juin 2017	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice terminé le 31 mars 2017*	Crédits utilisés au trimestre terminé le 30 juin 2016	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Dépenses de fonctionnement	77 404	3 518	3 518	80 581	16 570	16 570
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 268	1 840	1 840	8 844	2 211	2 211
<b>Total des autorisations budgétaires</b>	<b>85 672</b>	<b>5 358</b>	<b>5 358</b>	<b>89 425</b>	<b>18 781</b>	<b>18 781</b>
<b>Autorisations non budgétaires</b>						
<b>Total des autorisations</b>	<b>85 672</b>	<b>5 358</b>	<b>5 358</b>	<b>89 425</b>	<b>18 781</b>	<b>18 781</b>

Voir le tableau ci-joint pour un complément d'information.

\* Ne comprend que les autorisations disponibles accordées par le Parlement à la fin du trimestre.



Rapport financier trimestriel  
pour le trimestre terminé le 30 juin 2017

## DÉPENSES BUDGÉTAIRES PAR ARTICLE COURANT (non audité)

(en milliers de dollars)

	Exercice 2017-2018			Exercice 2016-2017		
	Dépenses prévues pour l'exercice terminé le 31 mars 2018	Crédits utilisés au trimestre terminé le 30 juin 2017	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice terminé le 31 mars 2017	Crédits utilisés au trimestre terminé le 30 juin 2016	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
<b>Dépenses</b>						
Personnel	59 685	3 384	3 384	60 265	15 839	15 839
Transports et communications	4 442	248	248	5 228	696	696
Information	506	19	19	498	88	88
Services professionnels et spéciaux	12 337	885	885	15 684	1 514	1 514
Locations	809	5	5	1 494	55	55
Réparation et entretien	607	78	78	996	331	331
Services publics, fournitures et approvisionnements	506	55	55	498	49	49
Acquisition de terrains ou de bâtiments et travaux	—	—	—	—	27	27
Acquisition de machines et de matériel	1 416	520	520	498	43	43
Paiements de transfert	5 364	160	160	4 264	130	130
Frais de la dette publique	—	—	—	—	—	—
Autres subventions et paiements	—	4	4	—	9	9
<b>Total des dépenses budgétaires brutes</b>	<b>85 672</b>	<b>5 358</b>	<b>5 358</b>	<b>89 425</b>	<b>18 781</b>	<b>18 781</b>
<b>Moins</b>						
<b>Total des produits affectés aux dépenses</b>	—	—	—	—	—	—
<b>Total des dépenses budgétaires nettes</b>	<b>85 672</b>	<b>5 358</b>	<b>5 358</b>	<b>89 425</b>	<b>18 781</b>	<b>18 781</b>